Alexandre Fabre

33 ans
Vie maritale, 2 enfants

7, rue de l'Arrivée
95880 Enghien-les-Bains

Mél : alexandre.fabre@univ-paris1.fr

Maître de conférences en droit privé,
Université Paris 1 Panthéon Sorbonne

Membre de l'Institut des sciences sociales du travail

FONCTIONS

Depuis 2011 **Maître de conférences en droit privé à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne**

2007 - 2011 **Maître de conférences en droit privé** à l'Université Rennes 2
Directeur de l'Institut des sciences sociales du travail de l'ouest

2005 - 2007 **Chargé d'études juridiques** sur le projet de « recodification du droit du travail » à la CFE-CGC

2003 - 2005 **Allocataire temporaire d'enseignement et de recherche** à l'Université Paris X - Nanterre

2000 - 2003 **Allocataire-moniteur** à l'Université Paris X - Nanterre

---

RESPONSABILITES COLLECTIVES ET SCIENTIFIQUES

Responsabilités collectives

Ex Directeur de l'Institut des sciences sociales du travail de l'Ouest, Université Rennes 2 (2008 – 2011)

Membre du jury de l'ENA, correcteur de l'épreuve de questions sociales, 2008.

Responsabilités scientifiques

Co-responsable de la chronique mensuelle « Emploi » de la *Revue de droit du travail* (Dalloz).

Membre du comité éditorial de la *Revue de droit du travail* (Dalloz).

FORMATION

2006 **Doctorat en droit privé et sciences criminelles**
Le régime du pouvoir de l'employeur
Thèse soutenue le 7 décembre 2006 à l'Université Paris X – Nanterre, sous dir. Pr. Antoine Lyon-Caen.
Mention très honorable décernée avec les félicitations du jury à l'unanimité, proposition pour un prix de thèse et pour la publication.

Publiée in coll. « Bibliothèque de droit social », tome 52, LGDJ, 2010

Prix de thèse « André Isoré » décerné par la Chancellerie des Universités de Paris 2007.

Prix de thèse (ex aequo) décerné par l'Association française de droit du travail et de la sécurité sociale 2007.

2000 **Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) en Droit social et Droit syndical** (mention bien), Université Paris X – Nanterre.

Magistère de droit social, Université Paris X – Nanterre.

1999 **Maîtrise de droit social** (mention bien), Université Paris X – Nanterre.

ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

Cours magistraux

- **Droit de la représentation du personnel**, M1, UFR Droit, Université Paris XIII (2010 - 2011).

- **Actualité du droit du travail**, IEJ, Université Paris XIII (2008 - 2011).

- **Droit du travail (relations individuelles et collectives)**, M1, IEP de Rennes, (2008 - 2011).

- **Droit de la santé au travail**, LP, Université Rennes 2 (depuis 2010).

- **Droit du travail approfondi**, L3, UFR AES, Paris X – Nanterre (2006-2007).

- **Droit du travail (relations collectives)**, L3, UFR SES, Paris VII – Denis Diderot (2006-2007).

Séminaires en Master 2

- **Droit du temps de travail**, Master de droit du travail et de la protection sociale, Université Rennes 1 (depuis 2008).

- **GPEC et modes alternatifs de ruptures**, Master de droit du travail et de la protection sociale, Université Rennes 1 (depuis 2008).

Formation continue

- **Stages de formation prud'homale / stages de formation économique et sociale et de formation syndicale**, Institut des sciences sociales du travail, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (depuis 2011).

- **Stages de formation prud'homale / Stages de formation économique et sociale et de formation syndicale**, Institut des sciences sociales du travail de l'Ouest, Université Rennes 2 (2007 - 2011).

Travaux dirigés

- **Droit du travail – relations individuelles** (L3), Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (depuis 2011).

- **Droit de la représentation du personnel** (M1) UFR Droit, Université Paris XIII (2009-2010).

- **Droit des contrats** (L2), Université Paris X – Nanterre (2000-2002).

- **Droit de la responsabilité civile et régime général des obligations** (L2), Université Paris X – Nanterre (2000-2002).

- **Droit du travail – relations individuelles** (L3), Université Paris X – Nanterre (2000-2007).

- **Droit du travail approfondi** (M1), Université Paris X – Nanterre (2002-2005).

TRAVAUX ET RECHERCHES

(1) Publications

OUVRAGES

- *Le régime du pouvoir de l'employeur*, Coll. « Bibliothèque de droit social », tome 52, préf. A. Lyon-Caen, LGDJ, 2010, 412 pages.

- *Le nouveau Code du travail*, en collaboration avec A. Lyon-Caen, Coll. A savoir, Dalloz, 2008, 247 pages.

RAPPORT DE RECHERCHES

- *Le contenu des accords collectifs de gestion de l'emploi*, étude réalisée dans le cadre de l'agence d'objectifs de l'IRES, 2011, 72 pages.

ARTICLES DANS DES REVUES ET PARTICIPATION A DES OUVRAGES COLLECTIFS

- « Les techniques de contrôle du pouvoir de l'employeur : une comparaison public / privé », in Actes du colloque *Droits du travail et des fonctions publiques : unité(s) du Droit ? Influences, convergences, harmonisations*, 30 septembre / 1er octobre 2010,

Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Coll. des Grands Colloques, Montchrestien / Lextenso (*à paraître*).

- « Les résistances du droit du travail français face à la crise », *Dr. ouv*. 2012, p. ????

- « Les droits fondamentaux à l'assaut des changements d'horaires », *Semaine Sociale Lamy*, n° 1518 du 19 décembre 2011, p. 11.

- « Les temps du travail : entre libertés et pouvoirs », *Semaine sociale Lamy,* supplément n° 1508 du 10 octobre 2011, p. 141.

- « Coup de froid sur la GPEC : quand anticipation ne rime plus avec exonération ! », *Semaine sociale Lamy*, n° 1483, 14 mars 2011, p. 7.

- « Accord sur le portage salarial : la fin des incertitudes ? », *Semaine sociale Lamy*, n° 1454, 12 juillet 2010, p. 2.

- « La négociation des plans de restructuration », *Droit ouvrier* 2010, p. 739.

- « Le portage salarial au milieu du gué », *Semaine Sociale Lamy*, n° 1435-1436, 8 mars 2010, p. 11.

- « Panorama critique de la négociation collective sur l'emploi », in *Emploi en ruptures*, Dir. B. Gomel, D. Méda, E. Serverin, Coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2009, pp. 249-260.

- « Le défi des restructurations », avec C. Sauviat, in *La France du travail*, Editions de l'atelier, 2009, pp. 165-194.

- « Rupture conventionnelle et champ du licenciement pour motif économique : une exclusion troublante », *Revue de droit du travail*, n° 11, nov. 2008, pp. 653-658.

- « L'accord national interprofessionnel du 11 janvier 2008 : une tentative d'évaluation », en collaboration avec F. Lefresne et C. Tuschzirer, *Revue de l'OFCE*, octobre 2008, pp 5-28.

- « Réflexions sur la recodification du droit du travail », en collaboration avec M. Grévy, *Revue de Droit du travail*, n° 6, déc. 2006, pp. 362-369.

NOTES ET OBSERVATIONS DE JURISPRUDENCE

- *Contributions à la chronique mensuelle « Emploi » de la Revue de droit du travail (Dalloz)*

- « Prêt de main d'œuvre illicite : le « but lucratif » vu du côté de l'utilisateur », obs. sous Soc. 18 mai 2011, *RDT*, n° 9, septembre 2011, p. 503.
- « Les plans de départs volontaires et le délicat problème de sélection des candidats », obs. sous Soc. 1er février 2011, *RDT*, n° 7-8, juillet-août 2011, p. 437.
- « Actualité de la motivation du licenciement économique », *RDT*, n° 7-8, juillet-août 2011, p. 439.
- « Regards croisés sur la dispense d'activité », obs. sous CE, 4ème sous section, 12 janvier 2011 et Soc. 15 décembre 2010, *RDT,* n° 3*,* mars 2011, p. 179.

- « Les plans de départs volontaires à l'épreuve du principe d'égalité de traitement. Un nouveau signe de soumission au droit du licenciement pour motif économique ? », obs. sous Soc. 13 juillet 2010, *RDT*, n° 10, octobre 2010, p. 580.
- « Délais de saisine du juge en matière de licenciement économique : la Cour de cassation limite la prescription d'un an », Obs. sous Soc. 15 juin 2010, *RDT*, n° 9, septembre 2010, p. 512.
- « La convention de reclassement personnalisé sur les traces de la convention de conversion », Obs. sous Soc. 14 avril 2010 (deux arrêts) et Soc. 5 mai 2010, *RDT*, n° 7/8 juillet-août 2010, p. 437.
- « Contre qui le salarié peut-il agir en cas d'obstacle au transfert conventionnel de son contrat de travail ? », Obs. sous Soc. 2 décembre 2009, *RDT*, n° 3, mars 2010, p. 166.
- « Modification du contrat et obligation de reclassement : l'une n'empêche pas l'autre ! », Obs. sous Soc. 29 novembre 2009, *RDT*, n° 2, février 2010, p. 103.
- « Un PSE n'a pas à prévoir de mesures de reclassement interne en cas de plan de départs volontaires », Obs. sous CA Versailles, 14ème Ch., 1er avril 2009, n°09/01005, *RDT*, n° 6, juin 2009, p. 380.
- « Les limites de l'anticipation d'un PSE par accord de méthode », Obs. sous CA Toulouse, 4e Ch. sect. 2, 30 janvier 2009, *RDT*, n° 5, mai 2009, p. 309
- « L'application du PARE anticipé à la résiliation amiable pour motif économique », Obs. sous Soc. 16 décembre 2008, *RDT*, n° 3, mars 2009, p. 165.
- « Des précisions sur la date d'exigibilité de l'obligation de négocier la GPEC… et plus encore ? », Obs. sous Soc. 24 juin 2008, *RDT*, n° 11, novembre 2008, p. 666.
- « Mise à la retraite dans le cadre d'un projet de suppression d'emplois : un revirement salutaire », Obs. sous Soc. 18 mars 2008, *RDT*, n° 9, septembre 2008, p. 527.
- « Transmission d'un engagement unilatéral dans le cadre d'un plan de cession », Obs. sous Soc. 12 mars 2008, *RDT*, n° 6, juin 2008, p. 387.
- « L'inopposabilité de la clause individuelle de garantie d'emploi prévue par un plan de cession », Obs. sous Soc. 29 janvier 2008, *RDT*, n° 5, mai 2008, p. 310.
- « Responsabilité délictuelle de la société mère au titre d'une garantie d'exécution d'un PSE établie dans une filiale », Obs. sous Soc. 27 novembre 2007, *RDT*, n° 3, mars 2008, p. 178.
- « Transaction conclue en échange d'une mesure du plan de sauvegarde de l'emploi : une combinaison impossible » Obs. sous Soc. 20 novembre 2007, *RDT*, n° 2, fév. 2008, p. 101.
- « L'obligation d'adaptation à la croisée des chemins : entre autonomie et diversification », Obs. sous Soc. 23 octobre 2007, *RDT*, n° 1, janv. 2008, p. 33.
- « L'absence de spécificité du plan de sauvegarde de l'emploi adopté par accord collectif », Obs. sous Soc. 9 octobre 2007, *RDT*, n° 12, déc. 2007, p. 723.
- « Retour sur le contrôle du licenciement pour motif économique », Obs. sous Soc. 20 juin 2007, *RDT*, n° 10, oct. 2007, p. 585.
- « A la recherche du critère de qualification de la résiliation amiable du contrat de travail », Obs. sous Soc. 6 juin 2007, *RDT*, n° 9, sept. 2007, p. 519.

- *Panorama de droit du travail (en collaboration)*

  - Obs. sous Soc. 30 septembre 2009, *D*. 2010, pan. p. 679 (sur l'articulation entre la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et le droit du licenciement pour motif économique).
  - Obs. sous Soc. 14 octobre 2008, *D*. 2009, pan. p. 591 (sur la clause de mobilité).
  - Obs. sous Soc. 13 novembre 2008 *D*. 2009, pan. p. 594 (sur la clause contractuelle de garantie d'emploi).
  - Obs. sous Soc. 31 octobre 2007, *D*. 2008, pan p. 444 (sur la validité de la convention de forfait annuel en jours).
  - Obs. sous Soc. 23 octobre 2007, *D*. 2008, pan. p. 447 (sur la clause contractuelle de garantie d'emploi).

- *Autre notes et observations de jurisprudence*

  - « La durée maximale de la mise à pied doit être précisée par le règlement intérieur (ou comment renforcer l'autolimitation du pouvoir disciplinaire de l'employeur), Obs. sous Soc. 26 octobre 2010, *RDT*, n° 12, décembre 2010, p. 719.
  - « Ruptures conventionnelles et suppressions d'emplois pour motif économique : possibilité offerte par la loi ou fraude à la loi ? », A propos de l'instruction DGT du 31 mars 2010, *RDT*, n° 6, juin 2010, p. 369.
  - « Première lecture du projet d'accord national interprofessionnel sur la GPEC », *RDT*, n°1, janvier 2009, p. 34.
  - « Critiques de quelques propositions du rapport Rouilleault », *RDT*, n°12, déc. 2007, p. 725
  - Obs. sous Soc. 27 septembre 2007, *juris-associations* n° 370, p. 11 (sur la notion de faute grave justifiant une mise à pied à titre conservatoire)
  - Obs. sous Soc. 13 juin 2007, *D*. 2007, AJ, p. 1962-1963 (sur l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail).
  - Obs. sous Soc. 23 mai 2007, *D*. 2007, AJ, p. 1662 (sur la possibilité de faire appel d'un jugement prud'homal de caducité).
  - Obs. sous Soc. 23 mai 2007, *D*. 2007, AJ, p. 1591-1592 (sur l'accès aux courriels personnels d'un salarié par un huissier désigné sur requête).
  - Obs. sous Soc. 23 mai 2007, *D*. 2007, AJ, p. 1598 (sur l'utilisation d'un SMS comme preuve).
  - Obs. sous 2ème civ. 10 mai 2007, *D*. 2007, AJ, p. 1599 (sur l'application de la législation des accidents du travail au suicide d'un salarié).
  - Obs. sous Soc. 3 mai 2007, *D*. 2007, AJ, p. 1504 (sur la sanction de l'insuffisance du plan social établi à l'occasion d'une procédure collective).
  - Obs. sous Soc. 3 mai 2007, *D*. 2007, AJ, p. 1504-1505 (sur l'action en exécution d'un accord collectif par un syndicat non-signataire)
  - Obs. sous Soc. 27 mars 2007, *D*. 2007, AJ, p. 1142-1143 (sur la résiliation amiable du contrat de travail d'un salarié protégé).
  - Obs. sous Soc. 7 mars 2007, *D*. 2007, AJ, p. 945 (sur la contrepartie financière de la clause de non-concurrence).

- Obs. sous 2ème civ. 22 février 2007, *D*. 2007, AJ, p. 791-792 (sur l'application de la législation des accidents du travail à une tentative de suicide).
- Obs. sous 2ème civ. 22 février 2007, *D*. 2007, AJ, p. 800 (sur l'exclusion de la responsabilité civile en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles).
- Obs. sous Soc. 14 février 2007, *D*. 2007, AJ, p. 660-661 (sur le contrôle de pertinence du plan de sauvegarde de l'emploi).
- Obs. sous Soc. 7 février 2007, *juris-associations* n°358, p. 9 (sur le régime spécifique de la période d'essai d'un travailleur handicapé employé en milieu protégé).
- Obs. sous Soc. 9 janvier 2007, *D*. 2007, AJ, p. 375-376 (en faveur de la reconnaissance d'une discrimination indirecte en raison de l'état de santé du salarié).
- Obs. sous Soc. 31 janvier 2007, *D*. 2007, AJ, p. 505-506 (sur la nature juridique du PARE).
- Obs. sous Soc. 21 décembre 2006, *D*. 2007, AJ, p. 376-377 (sur l'admission de la prise d'acte de la rupture après une action en résiliation judiciaire du contrat de travail).
- Obs. sous Soc. 20 décembre 2006, *D*. 2007, AJ, p. 446 (sur la compétence exclusive du conseil de prud'hommes en matière de discrimination).
- Obs. sous Soc. 27 mai 2003, *D*. 2004, som. com. p. 382-383 (sur la requalification d'un contrat de franchise en contrat de travail).
- Obs. sous Soc. 26 novembre 2002, *D*. 2003, som. com. p. 394-395 (sur la surveillance d'un salarié à son domicile).
- Obs. sous Soc. 10 octobre 2001, *D*. 2002, som. com. p. 764 (sur la modification du contrat de travail d'un travailleur à domicile).

(2) Communications orales

- « Aspects procéduraux du licenciement pour motif économique », in *Le licenciement pour motif économique*, formation ENM, 8 novembre 2011.
- « Les accords portant sur les restructurations destructrices d'emploi », in *Les restructurations et leurs impacts sur les relations de travail*, Université Jean Monet Saint-Etienne, 3 et 4 novembre 2011.
- « Vers un droit négocié des restructurations destructrices d'emplois », in *Le droit du travail, quelle crise ?*, Séminaire international, Université d'Avignon, 29 et 30 septembre 2011.
- « Plans de départs volontaires et accords de restructuration : deux modes d'altération du droit du licenciement économique ?», Séminaire de l'Institut de Recherche sur l'Entreprise et les Relations Professionnelles (IRERP), Université Paris X – Nanterre, 28 avril 2011.
- « La diversité des formes d'emploi : de l'auto-entrepreneuriat au portage salarial », Intervention à l'Université de Saint-Etienne, 20 janvier 2011.
- « Les techniques de contrôle du pouvoir de l'employeur (public et privé), in *Droits du travail et des fonctions publiques : unité(s) du Droit ? Influences, convergences, harmonisations*, 1er octobre 2010, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- « La négociation des plans de restructurations », in *Négociations en droit du travail*, Colloque organisé par l'Institut du travail de l'Université de Bordeaux 4, 12 mars 2010.

- Présentation du chapitre « Le défi des restructurations », *Les entretiens de l'IRES*, Conseil économique social et environnemental, Paris, 15 octobre 2009.

- « Le régime du pouvoir de l'employeur », Journée des lauréats des prix de thèse de l'AFDT, 26 juin 2009.

- « La rupture conventionnelle dans un contexte de réduction d'effectifs et de fermeture de site », demi-journée du Conseil d'administration de l'AFDT, 6 mars 2009.

- « L'accord du 11 janvier 2008 sur la modernisation du marché du travail : une tentative d'évaluation » (avec F. Lefresne et C. Tuchszirer), Séminaire de la mondialisation, Observatoire Français des Conjonctures Economiques, 10 juin 2008.

- « Le nouveau Code du travail : mode d'emploi », Commission ouverte de droit social de l'ordre des avocats du Barreau de Paris, 24 avril 2008.

- « La jurisprudence sur les clauses du contrat de travail », Communication dans le cadre de l'université d'été du Barreau de Rouen, 28 août 2007.

- « Réflexions sur la recodification du droit du travail » (en collaboration avec M. Grévy), Séminaire de l'Institut de Recherche sur l'Entreprise et les Relations Professionnelles (IRERP), Université Paris X – Nanterre, 26 juin 2006.

- « Présentation de la loi du 4 mai 2004 sur la formation professionnelle tout au long de la vie et le dialogue social », Communication dans le cadre de l'université d'été du Barreau de Rouen, 25 août 2004.

- « Le discours de la libéralisation des échanges en guise de justifications », Séminaire international de droit du travail comparé sur le thème *Libéralisation des échanges et droit du travail* (Université Ca' Foscari, Venise), 14-19 juin 2004 (actes du séminaire parus aux éditions CEDAM, Padova, 2005).

- « La décentralisation productive et le droit du travail (le cas français) », Séminaire international de droit du travail comparé sur le thème *Décentralisation productive et droit du travail* (Université Ca' Foscari, Venise), 17-21 juin 2002 (actes du séminaire parus aux éditions CEDAM, Padova, 2004).